

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 août 2025

Il pleut depuis plus d'une semaine, en fait il a plu une grande partie du mois de juillet, ce que je n'avais jamais vu en 30 ans. Du coup, j'ai le temps de préparer une causerie.

Ma santé est stable, un jour sur deux je suis obligé de resté alité une bonne partie de la journée, depuis deux jours cela va mieux, j'ai beaucoup dormi. Ce qu'on vit en ce moment me rend malade, or, il faut le prendre comme cela vient, je le sais mais je n'arrive pas à me déconnecter.

Il y a un mieux tout même, car j'ai téléchargé plein de musique et j'en ai écouté une bonne partie de l'après-midi deux jours de suite, cela m'a changé les idées, des morceaux des années 70, ce que ma génération de branleurs appelle la « *belle époque* », il est vrai que même si nous étions bourrés d'illusions, nous étions plus heureux qu'aujourd'hui, l'espoir d'un monde meilleur existait encore, depuis il a disparu, et ce ne sont pas les gens qu'on rencontre qui vont vous remonter le moral, ils sont d'une tristesse, le leur est dans les talons !

Avec la musique, on éprouve une sensation de bien-être qu'on ne cherche pas à expliquer ou à conceptualiser, on renaît. L'espoir renaît avec la bonne humeur, toujours insouciant. Peu importe, cela soulage, c'est une tranche de bonheur qu'on n'a pas volée, qu'on a méritée, et comme on n'est jamais totalement déconnecté de la réalité, on se dit qu'on a de la chance de la vivre, on la dédie à tous ceux qui en sont injustement privés à travers le monde.

Joe Bonamassa & Metropole Orkest | Live at North Sea Jazz 2025

https://www.youtube.com/watch?v=d2jW0s6hsMU&list=RDd2jW0s6hsMU&start_radio=1

Joe Bonamassa with Kenny Wayne Shepherd "Pack It Up" Montreux Jazz Festival 16/07/2025

https://www.youtube.com/watch?v=cX9uBpy4CIA&list=RDcX9uBpy4CIA&start_radio=1

Joe Bonamassa "Full Concert" 4K UHD LIVE The Greek Theater Los Angeles Hollywood, Cal. July 31, 2025

https://www.youtube.com/watch?v=PuZvVCydNUG&list=RDPUZvVCydNUG&start_radio=1

Totalitarisme. Les chatbots conversationnels des instruments politiques de désinformation et de propagande.

J-C - Gare à ceux qui s'y fieraient aveuglément !

Pour les défier, c'est très facile, vous posez deux questions à la suite l'une de l'autre, la première à la forme affirmative, la seconde en reprenant exactement les mêmes termes à la forme interrogative, comparez les réponses, vous allez être surpris.

Quant au recours au conditionnel, à usage simple ou multiple, il peut servir à introduire un doute là où ce n'est pas nécessaire, à brouiller la frontière entre explicite et implicite, de manière à ébranler les convictions des lecteurs et les influencer.

D'autres artifices syntaxiques ou sémantiques sont utilisés.

Il faut tout lire très attentivement, mais comme la plupart des gens n'ont pas les compétences linguistiques pour décrypter correctement le contenu qu'ils produisent, ils se feront manipuler ou mieux, ils se manipuleront eux-mêmes, car au lieu de faire preuve de vigilance et de retenu, si un texte va dans le sens de leurs idées ou de leur idéologie, ils l'adopteront sans réfléchir.

Sinon, il vous restera à vérifier ailleurs les points en litige ou il vous faudra poser d'autres questions toujours plus précises pour en savoir davantage...

Personnellement je ne l'utilise pas, j'ai juste voulu voir à deux ou trois reprises comment ils interprétaient des infos d'actualité et je n'ai pas été déçu, inutilisable, donc je m'en passe. L'IA du moteur de recherche de Google suffit pour un rappel historique, un truc connu ou une définition, je m'en sers parce que je n'ai pas de mémoire, c'est un de mes gros handicaps, cet instrument est utile et me fait gagner du temps.

En temps de guerre la vérité est particulièrement malmenée, nous y sommes et elle est dorénavant permanente, ce que la plupart des gens ignorent ou oublient.

"C'est une photo de Gaza ?" : l'IA trompeuse pour vérifier des images - AFP 6 août 2025

L'IA n'est pas faite pour dire la vérité, on ne saurait mieux dire.

Pour Louis de Diesbach, chercheur en éthique de la technique et auteur de Bonjour ChatGPT, les agents conversationnels ne doivent pas être utilisés pour vérifier des faits, à la manière d'un moteur de recherche, car "*ils ne sont pas faits pour dire la vérité*" mais pour "*générer du contenu, qu'il soit vrai ou faux.*"

"Il faut le voir comme un ami mythomane : il ne ment pas toujours, mais il peut toujours mentir", conclut l'expert.

"Grok, c'est vrai?" : les internautes recourent de plus en plus aux chatbots conversationnels pour vérifier des informations, au risque d'être trompés par les erreurs des IA, comme l'illustrent les vifs échanges déclenchés sur X par le partage de la photo d'une fillette dénutrie à Gaza.

Début août, quand le député français apparenté LFI Aymeric Caron, soutien notoire de la cause palestinienne, publie sur le réseau social X cette image sans légende, alors que la bande de Gaza est menacée d'une "*famine généralisée*" selon l'ONU, plusieurs utilisateurs demandent rapidement à Grok d'en vérifier l'origine.

Le robot conversationnel intégré à X est formel: cette photo a été prise selon lui en octobre 2018 au Yémen et montrerait Amal Hussain, une fillette de 7 ans. Sa réponse est largement relayée. Et le député accusé de faire de la désinformation.

Mais Grok se trompe : la photo a bien été prise à Gaza, le 2 août, par Omar al-Qattaa, photojournaliste pour l'AFP.

Le cliché montre Mariam Dawwas, 9 ans, dans les bras de sa mère Modallala à Gaza-ville, qui a expliqué à l'AFP que sa fille pesait 25 kilos avant la guerre, contre 9 aujourd'hui.

Récemment, une autre photographie de l'AFP, du même Omar al-Qattaa, publiée par le quotidien Libération et montrant déjà un enfant souffrant de malnutrition à Gaza, avait déjà été faussement située au Yémen et datée de 2016 par Grok. Alors qu'elle a bien été prise en juillet 2025 à Gaza.

Pour lire l'article en entier avec d'autres exemples.

<https://fr.news.yahoo.com/cest-photo-gaza-lia-trompeuse-180511805.html>

Quand la tête de l'homme de paille tremble.

L'Indonésie interdit de brandir le drapeau de « One Piece » - 20minutes.fr 5 août 2025

Symbole d'opposition à la corruption de l'administration et du gouvernement, le drapeau de Luffy de One Piece est désormais interdit.

L'Etat indonésien ne veut plus voir de chapeau de paille. A l'aube du 80e anniversaire de l'indépendance du pays, une partie de la population affiche sa contestation en brandissant le drapeau des « *mugiwara* », l'équipage de Luffy, personnage principal du manga One Piece, au côté du drapeau national.

Le but ? Marquer son opposition à la corruption, endémique en Indonésie. La compagnie pétrolière et gazière publique Pertamina est au cœur d'un vaste scandale de corruption, ayant coûté à l'État plus de 12,06 milliards de dollars américains entre 2013 et 2018.

Une tête de mort ornée d'un chapeau de paille : c'est par ce symbole que se font reconnaître Luffy et ses camarades, grands ennemis du gouvernement mondial dans le manga. 20minutes.fr 5 août 2025

J-C - En France, ils interdisent des manifestations ou des spectacles, c'est pire !

Promue, puis déçue.

La classe dominante n'a ni principe ni morale, elle n'a que des intérêts. Un jour puritaine, un jour pornographique, naviguant d'un extrême à l'autre sous un mode tyrannique, tout ce qu'elle sait faire, c'est opprimer, ainsi, toute manquement aux bons mœurs ou toute atteinte à la liberté sexuelle sera lourdement sanctionnée.

Pour nous qui avons des principes et une morale, nous privilégions des rapports basés à la fois sur des sentiments mutuels, des valeurs humanistes partagées, une attirance physique réciproque, cela peut paraître ringard ou conservateur, idéaliste, mais pas irréaliste, parce que cela implique des rapports où la notion de domination entre les hommes et les femmes qui justifient tous les excès et les mauvais traitements est exclue. Que ce soit inconcevable dans la société actuelle, je vous l'accorde volontiers, et pour cause, j'ai essayé il y a 45 ans en arrière, et cela a foiré, mon épouse a craqué, qu'y pouvais-je, rien.

Dans la société, de même qu'il y a des membres pourvus d'une conscience supérieure, il en a aussi qui demeurent profondément arriérés, et entre les deux toutes les combinaisons ou nuances existent. Il n'existe donc pas de rapports chimiquement purs, du coup la tentation est grande de se livrer à toute sorte d'expériences sans avoir à se justifier, quant à en assumer les conséquences, c'est beaucoup demander...

Le Danemark veut retirer une statue de sirène jugée « laide et pornographique » - 20minutes.fr 5 août 2025

La Grande Sirène, une statue de quatre mètres de haut qui a accompagné un temps la fameuse Petite Sirène de Copenhague (Danemark), devrait être définitivement retirée de l'espace public après avoir été vivement critiquée

Le jugement de la pasteur et journaliste Sorine Gotfredsen dans le journal Berlingske est ainsi sans appel. « *Ériger une statue représentant le fantasme masculin de ce à quoi une femme devrait ressembler n'est pas susceptible d'encourager les femmes à accepter leur propre corps* », a-t-elle affirmé. En retour, Aminata Corr Thrane, rédactrice en chef du débat chez Berlingske, a estimé que cette focalisation sur les seins de la statue était contreproductive. « *Les seins nus des femmes doivent-ils avoir une forme et une taille académiques spécifiques pour pouvoir être exposés en public ?* », s'est-elle demandé. 20minutes.fr 5 août 2025

J-C - Si cette statue est aussi laide, ce je conçois très bien, la question est de savoir comment elle a pu atterrir là. J'ai regardé la photo, il est vrai qu'on ne voit qu'une énorme paire de seins, quel est l'apport artistique là-dedans, je n'en vois pas, il n'y en a pas.

France. Fabrication du consentement et manipulation des consciences des masses. Recrutement : Propagandistes, complotisme, miliciens au service de la classe dominante, petites mains pour sales besognes idéologiques.

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

- Lauréat (promotion 2020) du programme « *Young Leaders* » de la French-American Foundation.
- Décorations reçu de Zelensky : Ordre du prince Iaroslav le Sage (2025)

La diplomatie française recruterait des étudiants influents sur les réseaux sociaux pour diffuser sa propagande - RT 5 août 2025

Le ministère français des Affaires étrangères, à travers sa sous-direction du renseignement et de la stratégie, a commencé à collaborer étroitement avec une dizaine de micro-influenceurs pour appuyer ses campagnes de communication, selon les révélations du média Intelligence Online, publiées le 31 juillet 2025.

Cette stratégie s'appuierait sur de jeunes profils, souvent encore étudiants, dont les comptes sur les réseaux sociaux comptent quelques dizaines de milliers d'abonnés. Parmi eux, plusieurs membres du groupe de réflexion étudiant Atum Mundi auraient déjà été conviés à des réunions au Quai d'Orsay, notamment son co-directeur Clément Molin, qui possède plus de 70 000 abonnés sur X. Le ministère viserait des personnes manifestant un intérêt pour les relations internationales. Charles Thépaut, directeur adjoint de cette sous-direction, explique que ce type de collaboration s'inscrit dans une démarche de long terme, amorcée dès la création de l'unité en 2022.

Derrière cette approche, il ne s'agit pas simplement de moderniser la communication diplomatique. La France cherche à bâtir une armée numérique d'influence discrète, en contournant les médias traditionnels et en façonnant directement l'opinion de ses jeunes publics.

Le rôle de ces influenceurs ne se limite pas à relayer des contenus officiels. Intelligence Online rapporte que ces jeunes sont aussi mobilisés dans le cadre de la lutte contre les concurrents et adversaires de la diplomatie française. Pour cela, des documents internes leur sont parfois transmis. Officiellement, ces documents sont présentés comme des notes d'analyse permettant de « contextualiser » les événements mondiaux. Mais dans certains cas, les contenus reçus seraient plus sensibles. Un des influenceurs interrogés a ainsi été surpris de recevoir, plusieurs jours avant sa publication officielle, le détail du 18^e paquet de sanctions contre la Russie, ainsi qu'une note confidentielle sur l'économie russe.

Le fait que ces influenceurs aient eu accès à l'ensemble du contenu des sanctions anti-russes, avant même que celles-ci ne soient votées à Bruxelles, montre clairement que ce programme sert à préparer le terrain médiatique contre Moscou. La stratégie repose sur la diffusion anticipée de récits hostiles à la Russie, sous couvert d'analyses prétendument indépendantes.

Cette méthode, peu coûteuse, permet à Paris de se constituer un réseau d'influenceurs prêts à relayer ses positions dans l'espace numérique. Elle soulève toutefois des inquiétudes sur la manipulation de l'opinion publique par des canaux non professionnels et difficilement contrôlables.

En misant sur une jeunesse docile et séduite par une proximité apparente avec les rouages de l'État, la France cherche à créer une illusion d'adhésion spontanée à sa politique étrangère. Il s'agit là d'un outil de propagande moderne, maquillé en projet éducatif. Intelligence Online conclut que cette stratégie n'est pas sans risques, notamment en cas de fuite d'informations mal maîtrisées. RT 5 août 2025

J-C – Ils ne vont avoir que l'embarras du choix sur les réseaux dits sociaux, et des peaux de bananes aussi !

Je ne pense pas que ce sera efficace, pour la bonne raison que si ces officines (réseaux dits sociaux) sont spécialisées dans la diffusion d'infos en relation avec l'actualité politique, forcément elles ne peuvent pas camoufler leur penchant idéologique ou leur nature réactionnaire, par conséquent,

hormis ceux qui partagent leur idéologie, tous les autres internautes se méfieront de leurs déclarations comme de la peste ou n'adhéreront pas aveuglément à leur contenu.

Parole de juif. Le Mossad. Il a infiltré et manipulé tous les cercles de pouvoir en Occident.

Qu'est-ce que « les Sayanim »? | Le Mossad & ses agents | Le B'nai B'rith | Jacob Cohen

<https://www.youtube.com/watch?v=u79-bnezsZE>

Jacob Cohen, diplômé de Sciences Po, anciennement traducteur et enseignant à la faculté de droit de Casablanca, auteur, militant antisioniste, polyglotte et grand voyageur né au Maroc.

Palestine occupée.

Australie : à Sydney, des dizaines de milliers de personnes marchent pour Gaza - Euronews 3 août 2025

Ils ont marché sous des trombes d'eau, mais ont tenu à être là. Ce dimanche 3 août, des dizaines de milliers de manifestants ont traversé l'emblématique Harbour Bridge de Sydney, appelant à la paix et à la distribution d'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

À l'appel des organisateurs, "March for Humanity", les participants portaient des casseroles et des poêles, symboles de la malnutrition, ainsi que des pancartes et des drapeaux palestiniens. Ils demandaient également l'instauration de sanctions à l'encontre d'Israël.

Initialement interdite, la marche a pu avoir lieu grâce à une décision de la Cour suprême qui a approuvé sa tenue, ce samedi, à la veille de son départ, malgré l'opposition des autorités.

Deux heures après le début de la marche, les manifestants ont été appelés, par la police, à se disperser.

Israël: les ministres votent la destitution de la procureure générale Gali Baharav-Miara - RFI 4 août 2025

En Israël, les ministres de la coalition au pouvoir ont voté pour la destitution de la procureure générale Gali Baharav-Miara, c'est-à-dire de la principale voix d'opposition dans le pays. Cette décision intervient après des mois, voire des années de frictions entre le gouvernement israélien et la procureure générale accusée de bloquer de nombreuses décisions de l'exécutif.

Gali Baharav-Miara, 65 ans, est devenue une figure familière sur les TV israéliennes. Première opposante au gouvernement de Benyamin Netanyahu. La gauche israélienne étant réduite à peau de chagrin. Pour comprendre, il faut se plonger dans le fonctionnement de l'État Israélien. La procureure générale est en fait la garante de la justice dans le pays. Mais aussi de la conformité des lois et de l'intérêt général du peuple.

Gali Baharav-Miara s'oppose surtout à la réforme judiciaire souhaitée par le gouvernement. Cette réforme emblématique est censée renforcer le pouvoir de l'exécutif, qui avait poussé centaines de milliers de personnes dans la rue il y a deux ans. Le gouvernement tente de ressortir ce projet de loi de son chapeau en ce moment. Mais la procureure générale veut y faire barrage.

C'est cette même Gali Baharav-Miara qui a refusé le report du témoignage du Premier ministre israélien pour corruption en décembre dernier. C'est aussi elle qui réclame à grands bruits une commission d'enquête sur les défaillances de l'État lors des attaques du 7-October.

La procureure générale est un caillou dans la chaussure de Benjamin Netanyahu qui tente de s'en débarrasser. Son licenciement doit encore être confirmé d'un point de vue légal par les juges de la Haute Cour de justice. RFI 4 août 2025

Face à la guerre à Gaza, plus de 1 000 rabbins interpellent Netanyahu : « *Nous ne pouvons plus nous taire* » - Le HuffPost 2 août 2025

La lettre des « *rabbins du monde entier* » adressée au Premier ministre israélien dénonce « *les massacres* » et « *l'utilisation de la famine comme arme de guerre* ».

Plus de 1 200 « *rabbins du monde entier* » ont cosigné une lettre pour interpellier Benjamin Netanyahu sur la situation à Gaza. Ils pressent le Premier ministre israélien de permettre à davantage d'aide humanitaire d'entrer dans l'enclave palestinienne, où la population est en proie à la famine et largement privée d'accès aux soins.

Les auteurs de la lettre à Benjamin Netanyahu fustigent « *les massacres de civils* » à Gaza – « *dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de personnes âgées* » – ainsi que « *l'utilisation de la famine comme arme de guerre* ». « *Le massacre d'un grand nombre de Palestiniens à Gaza, y compris ceux qui cherchaient désespérément de la nourriture, a été largement rapporté par des médias spectacle et ne peut pas raisonnablement être nié* », insistent-ils.

Une lettre signée par plusieurs rabbins français

Parmi la liste des signataires figurent principalement des rabbins américains, mais aussi grecs, israéliens, néerlandais et écossais. On compte par ailleurs quelques Français comme Ann-Gaëlle Attias ou Gabriel Fahri. La lettre a également été signée par plusieurs rabbins en formation. Le fait que ce texte est recueilli autant de signatures, notamment de religieux américains, peut peser lourd selon Yonat Shimron, un spécialiste du judaïsme interrogé par la radio publique américaine NPR.

Gaza : près de 600 anciens chefs militaires ou espions israéliens appellent Trump à mettre fin à la guerre - Le HuffPost 4 août 2025

« *Arrêtez la guerre à Gaza !* » Cet appel est celui de près de 600 anciens responsables de l'appareil sécuritaire en Israël, parmi lesquels plusieurs ex-patrons du Mossad et du Shin Bet. Ils appellent dans une lettre Donald Trump à faire pression sur le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour mettre fin à la guerre à Gaza.

Ce courrier du mouvement des « *Commandants pour la sécurité d'Israël* » (CIS), signé par 550 anciens chefs espions, militaires, policiers et diplomates, a été rendu public dans la nuit de dimanche à lundi.

« *Cette guerre a cessé d'être une guerre juste et conduit l'État d'Israël à perdre son identité* », alerte Ami Ayalon, ancien directeur du Shin Bet, le service de sécurité intérieure, dans une vidéo diffusée par le même mouvement pour accompagner la publication de ce courrier.

Trois anciens patrons du Mossad, le service de renseignement extérieur, (Tamir Pardo, Efraim Halevy, Danny Yatom), cinq ex-dirigeants du Shin Bet (Nadav Argaman, Yoram Cohen, Ami Ayalon, Yaakov Peri, Carmi Gilon) et trois ex-chefs d'état-major (Ehud Barak, Moshe Bogie Yaalon, Dan Halutz) figurent parmi les signataires de la lettre, et apparaissent dans la vidéo.

« *Au nom de CIS, le plus grand groupe israélien d'anciens généraux de l'armée, Mossad, Shin Bet, police et corps diplomatiques équivalents, nous vous exhortons à mettre fin à la guerre à Gaza. Vous l'avez fait au Liban. Il est temps de le faire à Gaza également* », plaident-ils auprès du président Trump.

« *Tsahal (l'armée israélienne) a depuis longtemps atteint les deux objectifs qui pouvaient être réalisés par la force : démanteler les formations militaires et le gouvernement du Hamas* », estiment les membres du CIS.

« *Le troisième, et le plus important, ne peut être atteint que par un accord : ramener tous les otages chez eux* », soulignent-ils.

« *Nous considérons, en tant que professionnels, que le Hamas ne représente plus une menace stratégique pour Israël, et notre expérience nous indique qu'Israël dispose de tout ce qu'il faut pour gérer ses capacités résiduelles de terreur, à distance ou autrement* », estiment-ils.

« *Traquer les derniers hauts responsables du Hamas peut être fait plus tard* », mais les « *otages ne peuvent pas attendre* », insistent les anciens généraux et maître-espions.

« *Votre crédibilité auprès de la grande majorité des Israéliens renforce votre capacité à guider le Premier ministre Netanyahu et son gouvernement dans la bonne direction* », ajoutent les signataires : « *mettre fin à la guerre, ramener les otages, arrêter les souffrances et former une coalition régionale-internationale qui aide l'Autorité palestinienne (une fois réformée) à offrir aux Gazaouis et à tous les Palestiniens une alternative au Hamas et à son idéologie perverse* »

Grèce: vifs échanges entre le maire d'Athènes et l'ambassadeur d'Israël sur des graffitis «antisémites» - RFI 4 août 2025

À travers la Grèce, la présence sur les murs de nombreux graffitis et affiches appelant principalement à la fin des hostilités à Gaza a mené à une passe d'armes entre l'ambassadeur d'Israël et le maire d'Athènes. Le premier reprochant au second de ne pas en faire assez pour « *nettoyer* » la capitale grecque de graffitis qu'il juge « *antisémites* ».

« *Il est révoltant que Monsieur l'Ambassadeur se concentre uniquement sur [d]es graffitis (...) alors qu'à Gaza se déroule un génocide sans précédent* ». Voilà la réponse du maire d'Athènes, Haris

Doukas, aux accusations du représentant d'Israël face aux nombreux messages sur les murs de sa ville. La réalité dépasse pourtant largement la capitale et ses façades.

Signe d'un écœurement populaire, essentiellement exprimé par des citoyens marqués à gauche, dans l'espace public, les messages sont de plus en plus nombreux à dénoncer la situation à Gaza.

En Crète, les murs de la grande ville de La Canée en sont par exemple saturés. À Athènes, les spectacles de l'été se finissent aussi très souvent par un même message scandé par la foule : « *Free Palestine* ».

L'extermination continue.

Crainte d'une nouvelle escalade à Gaza, des dizaines de morts recensés mardi - France 24 5 août 2025

Sur le terrain, au moins 68 personnes ont été tuées dans des attaques israéliennes, dont 56 qui attendaient des distributions de nourriture, notamment à Khan Younès, dans le sud de Gaza, et à Zikim, dans le nord, par où entre une partie de l'aide autorisée par Israël.. France 24 5 août 2025

Au moins 38 morts à Gaza alors qu'Israël envisage une nouvelle intervention militaire - AP 6 août 2025

Au moins 38 Palestiniens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi dans la bande de Gaza alors qu'ils cherchaient de l'aide auprès de convois des Nations Unies (ONU) et de sites gérés par un sous-traitant américain soutenu par Israël, selon les autorités sanitaires locales.

Gaza : en moyenne 28 enfants tués chaque jour, alerte l'UNICEF – RT 5 août 202

L'UNICEF alerte que 28 enfants meurent quotidiennement à Gaza, soit 18 000 en 22 mois, victimes des bombardements, de la famine et du blocus israélien. La crise hydrique et la malnutrition touchent 90% des foyers, aggravant les souffrances des 1,1 million d'enfants. Un cessez-le-feu et un accès humanitaire urgent sont réclamés.

Etats-Unis.

Donald Trump annonce des droits de douane de 100 % sur les puces électroniques - Associated Press 7 août 2025

Le président Donald Trump a annoncé mercredi l'imposition de droits de douane de 100 % sur les puces électroniques, ce qui augmentera probablement le coût des produits électroniques, automobiles, électroménagers et autres biens, jugés essentiels à l'ère numérique.

«*Nous imposerons des droits de douane d'environ 100 % sur les puces et les semi-conducteurs*», a déclaré M. Trump dans le bureau Ovale lors de sa rencontre avec le PDG d'Apple, Tim Cook. «*Mais si vous fabriquez aux États-Unis, il n'y a pas de frais.*»

Le président républicain a déclaré que les entreprises qui fabriquent des puces électroniques aux États-Unis seraient exemptées de la taxe à l'importation. Associated Press 7 août 2025

Donald Trump menace l'Inde sur les droits de douane en raison de ses achats de pétrole russe - RFI 4 août 2025

Le président américain Donald Trump a menacé lundi 4 août d'augmenter « *significativement* » la surtaxe de 25% qu'il prévoit de mettre en place sur les produits en provenance d'Inde, pays auquel il reproche d'acheter de « *grandes quantités de pétrole russe* ».

C'est la deuxième fois en moins d'une semaine que Donald Trump cible l'Inde, rappelle notre correspondante à New York, Loubna Anaki.

Le ministère indien des Affaires étrangères a jugé ce lundi 4 août « *injustifiées* » les réactions des États-Unis et de l'Union européenne (UE) concernant ses achats de pétrole russe. « *Cibler l'Inde est injustifié et déraisonnable* », a déclaré le porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, Randhir Jaiswal, ajoutant que « *comme toutes les économies de premier plan, l'Inde va prendre les mesures nécessaires pour préserver ses intérêts nationaux et sa sécurité économique* ».

Dans son communiqué, l'Inde attaque aussi les États-Unis sur ses importations de matières premières, d'engrais et de produits chimiques russes : « *Les États-Unis continuent d'importer de Russie de l'hexafluorure d'uranium pour son industrie nucléaire, du palladium pour son industrie des véhicules électriques, des fertilisants ainsi que des produits chimiques* ». RFI 4 août 2025

Suite le 5 août 2025.

De son côté, Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a réagi en déclarant le jour même que « *les tentatives de contraindre des pays à cesser de commercer avec la Russie sont illégales* ». Il a affirmé que « *les États souverains ont le droit de choisir leurs partenaires commerciaux librement* ».

Les faits sur le terrain montrent que les menaces américaines n'ont pas d'effet concret. *The Times of India* a révélé que les entreprises Nayara Energy et Reliance Industries ont récemment reçu 2,2 millions de barils de pétrole russe. Nayara Energy, dont 49 % des parts appartiennent à Rosneft, a même exporté 43 000 tonnes de carburant vers Oman le 4 août, malgré les sanctions occidentales.

Dans les médias indiens, la position de Washington et de l'administration Trump est perçue comme incohérente, comme sur de nombreux autres sujets de géopolitique. Ils rappellent que les États-Unis avaient au départ encouragé l'Inde à acheter du pétrole russe pour éviter un choc sur les marchés mondiaux.

En Inde, les menaces de Trump ont été accueillies avec fermeté tant par le gouvernement que par l'opposition. Le député Manish Tiwari a jugé que « *le comportement de Trump insulte la dignité de 1,4 milliard d'Indiens* ».

L'Inde est aujourd'hui le premier acheteur mondial de pétrole russe transporté par voie maritime, avec une moyenne de 1,75 million de barils par jour depuis janvier. Le commerce entre la Russie et l'Inde a atteint un record de 68,7 milliards de dollars sur un an. Malgré les menaces américaines, les livraisons se poursuivent, et l'Inde réaffirme ses liens stratégiques avec la Russie.

Comme le résume une importante chaîne de télévision indienne : « *Donald Trump peut effrayer ses alliés européens et canadiens, mais avec les grandes puissances mondiales, cela ne marche pas. L'Inde ne joue pas selon les règles de Trump* ». RT 5 août 2025

Suite le 7 août 2025.

Trump fait passer à 50% les droits de douane pour l'Inde, avant une hausse générale - AFP 7 août 2025

Donald Trump a imposé mercredi 25% de droits de douane supplémentaires sur les produits indiens, reprochant à New Delhi ses achats de pétrole russe, peu avant l'entrée en vigueur de nouvelles surtaxes pour les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Parmi les exemptions, il y a notamment les produits concernés par les droits de douane sectoriels, tels que l'acier et l'aluminium, ou ceux qui le seront prochainement, comme les produits pharmaceutiques ou les semi-conducteurs.

Cela concerne également, dans l'immédiat, les smartphones. Apple, notamment, déplace de plus en plus sa production d'iPhone en Inde, jusque-là fabriqués en Chine.

Le président américain a cependant annoncé mercredi sa volonté de taxer les semi-conducteurs à 100%, sans pour l'instant préciser la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle surtaxe sectorielle. AFP 7 août 2025

Après l'annonce de taxes douanières américaines, la Chine s'apprête à acheter plus de café brésilien - RFI 4 août 2025

Alors que les États-Unis s'apprêtent à imposer de lourds droits de douane sur le café brésilien, la Chine ouvre grand la porte aux exportateurs du géant sud-américain. La Chine vient d'autoriser 183 nouvelles entreprises brésiliennes à exporter du café vers son marché, avec des permis valables cinq ans. Une décision à la portée plus stratégique qu'il n'y paraît.

Cette mesure entre en vigueur à peine une semaine avant l'application d'une taxe américaine de 50 % sur certaines importations brésiliennes, dont le café. Or, le Brésil fournit environ un tiers de la demande américaine en café, soit un commerce estimé à 4,4 milliards de dollars sur les 12 derniers mois.

En juin, les États-Unis ont importé près de 440 000 sacs de café brésilien, contre seulement 56 000 pour la Chine. Pékin reste donc un marché encore modeste, mais en forte expansion, notamment chez les jeunes urbains qui adoptent peu à peu une culture du café.

Mais Pékin envoie là un signal clair : elle veut renforcer ses liens agroalimentaires avec le Brésil, déjà son principal partenaire commercial. Pour le Brésil, cette ouverture constitue un levier précieux pour diversifier ses débouchés à l'export et réduire sa dépendance aux marchés occidentaux.

Au-delà des volumes, l'enjeu est géopolitique. Dans un contexte de tensions commerciales, la Chine se positionne comme un partenaire de repli stratégique pour les exportateurs brésiliens, surtout face à l'imprévisibilité américaine, et continue d'élargir son influence sur les marchés agricoles mondiaux. RFI 4 août 2025

Lula accuse les États-Unis d'avoir «aidé à fomenter un coup d'État» au Brésil - RT 4 août 2025

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a accusé les États-Unis d'avoir « aidé à fomenter un coup d'État » au Brésil et a condamné ce qu'il a qualifié de tentative de Washington de faire usage de la pression politique pour imposer des sanctions économiques à son pays.

S'exprimant lors d'un rassemblement du Parti des travailleurs à Brasilia le 3 août, Lula a averti que le Brésil n'accepterait pas de traitement injuste et qu'il était prêt à défendre ses intérêts sur la scène internationale.

« *Tenter d'utiliser une question politique pour nous sanctionner économiquement est inacceptable* », a déclaré Lula, faisant référence aux récentes menaces américaines d'imposer des droits de douane de 50 % sur les exportations brésiliennes. « *Je n'oublierai pas qu'ils ont déjà contribué à un coup d'État ici* », a ajouté Lula, sans préciser s'il faisait référence à l'opération Brother Sam en 1964, à la destitution de l'ancienne présidente Dilma Rousseff en 2016 ou à la récente tentative de l'ancien président Jair Bolsonaro d'annuler les résultats des élections de 2022. RT 4 août 2025

Lula a souligné que le Brésil n'était plus économiquement dépendant des États-Unis, invoquant l'expansion des liens commerciaux mondiaux et des fondamentaux nationaux plus solides. Il a également réaffirmé ses efforts pour trouver une alternative au dollar américain dans le commerce international.

« *Ils veulent mettre fin au multilatéralisme [...]. Ils veulent revenir à des accords internationaux où les grands dominent les petits* », a déclaré Lula. « *Autrement dit, un petit pays qui négocie avec les États-Unis est comme un ouvrier d'usine comptant 80 000 collègues, qui négocie seul avec son patron. L'accord est déséquilibré ; vous n'y gagnerez rien* », a-t-il ajouté.

« *Nous avons la taille, nous avons une position dominante, nous avons des intérêts stratégiques et économiques... Nous voulons négocier, mais nous voulons négocier sur un pied d'égalité* », a souligné le président brésilien. RT 4 août 2025

Ukraine.

En Ukraine, un ancien député veut entraîner les enfants à la guerre dès la maternelle - RT 5 août 2025

À Kiev, l'obsession de la militarisation ne connaît plus de limites. Igor Chvaïka, ancien député de la Rada et aujourd'hui adjoint au chef du centre de recrutement de la défense territoriale (TRO), a

déclaré qu'il fallait initier les enfants à la guerre « *dès l'âge de cinq ans* ». Une déclaration qui illustre la banalisation inquiétante de la violence dans le milieu politique ukrainien.

Dans une interview accordée au média « *Superposition* », Chvaïka salue l'adoption d'un projet de loi abaissant l'âge de la formation militaire à 14 ans, tout en déplorant que ce seuil soit encore trop élevé. « *Il faut baisser cet âge jusqu'au niveau des jardins d'enfants. Et nos enfants, Ukrainiens et Ukrainiennes, dès cinq ans, doivent se préparer à devenir les défenseurs de leur pays* », affirme-t-il, sans aucune retenue.

Pour Chvaïka, cette militarisation précoce permettrait de forger une « *nation* », où les enfants grandiraient dans la conviction que « *le prix de l'existence de l'Ukraine, ce sont les nombreuses vies sacrifiées sur l'autel de cette guerre* ». Un discours qui légitime ouvertement l'embrigadement des plus jeunes.

Une école transformée en centre d'instruction militaire

Cette rhétorique ne reste pas théorique. Le ministère ukrainien de la Défense a déjà annoncé la mise en place d'une formation militaire obligatoire à partir de 14 ans, en remplacement des cours de défense auparavant réservés aux universités. Tous les étudiants seront concernés, et les garçons jugés aptes seront obligés de suivre un entraînement pratique sous peine d'exclusion de l'enseignement.

Mais Chvaïka veut aller plus loin encore. Selon lui, cette préparation doit s'étendre jusqu'aux maternelles, par le biais de jeux, de contes, et de supports pédagogiques militaires. Une démarche assumée de propagande, qui rapporte également la volonté de « *rééduquer* » la population adulte pour enraciner une vision positive de la guerre et du service militaire.

Cet endoctrinement rappelle les méthodes des régimes les plus extrêmes du XXe siècle. Chvaïka, lié au parti ultranationaliste Svoboda (interdit en Russie), n'en fait pas mystère : tout doit être mis en œuvre pour préparer les enfants à porter l'uniforme.

Mobilisation en Ukraine : la population se révolte contre des militaires à Vinnitsa - RT 2 août 2025

Dans la nuit du 1er au 2 août, la ville de Vinnitsa dans l'ouest de l'Ukraine a été le théâtre d'un soulèvement civil contre la mobilisation militaire imposée par Kiev. Environ 100 hommes ont été rassemblés de force dans le stade « Lokomotiv » par les agents des centres territoriaux de recrutement (TCC), équivalents ukrainiens des bureaux de mobilisation. Ces hommes auraient été emmenés en pleine journée, parfois arrêtés dans la rue ou à des points de contrôle improvisés.

Alertées rapidement, des proches des détenus – en majorité des femmes – se sont rassemblées autour du stade. Leur objectif était clair : empêcher la déportation de leurs maris, frères ou fils vers le front. La tension est montée lorsque les manifestantes ont réussi à forcer les grilles du stade. La police a alors été appelée en renfort, avec plus d'une dizaine de véhicules mobilisés.

Répression policière violente et scènes de chaos

Les forces de l'ordre ont réagi avec brutalité : gaz lacrymogène, matraques, arrestations arbitraires. Certaines femmes ont été violemment saisies et jetées dans des fourgons. Une vidéo diffusée

montre une femme au sol en train d'étouffer après avoir été aspergée de gaz. Les cris de « *Ils frappent les femmes !* » et « *Tu sers le peuple ou les TCC ?* » ont résonné dans la nuit.

Malgré l'intervention de la police, les familles sont restées sur place jusqu'à l'aube, tentant d'empêcher les départs des bus contenant les hommes capturés. Certaines se sont même couchées devant les véhicules. Mais les autorités ont finalement réussi à faire quitter le site aux bus transportant les mobilisés.

Brigandage impérialiste.

Colonie britannique du XXI^e siècle ? Zelensky prête son pays au Royaume-Uni pour 100 ans 3 août 2025

Un projet de loi portant sur la ratification d'un « *partenariat stratégique centenaire* » entre l'Ukraine et le Royaume-Uni a été officiellement déposé à la Rada le 2 août. Signé en janvier dernier lors de la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Kiev, cet accord n'est pas encore entré en vigueur mais prévoit une coopération militaire étroite sur un siècle.

Le document autoriserait notamment la présence de bases militaires britanniques en Ukraine, l'envoi d'instructeurs, ainsi qu'un soutien à la production d'armes à longue portée. Ce texte prévoit également l'élargissement de l'infrastructure militaire en mer Noire, en mer Baltique et en mer d'Azov, zone considérée comme intérieure par la Russie. Il garantit au Royaume-Uni des droits spéciaux de navigation, et donne un accès direct à l'exploitation des ressources minières ukrainiennes.

Une dimension économique et politique coloniale

Londres s'engage à verser chaque année à Kiev 3 milliards de livres sterling d'aide militaire, sans limitation de durée. En retour, les Britanniques obtiennent un accès prioritaire aux secteurs clés de l'économie ukrainienne, notamment dans l'énergie, l'acier et les minerais stratégiques. L'accord contient aussi des dispositions sur la suppression des barrières commerciales, la gestion migratoire conjointe et des programmes de propagande contre la « *désinformation* ».

Le média ukrainien Strana.ua révèle également que Londres aurait mal réagi à un accord parallèle signé avec les États-Unis, donnant à ces derniers un rôle central dans l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes. Cette double dépendance étrangère crée déjà des frictions entre les puissances occidentales pour contrôler l'Ukraine.

Pour la Russie, ce partenariat n'est rien d'autre qu'un plan d'occupation à long terme. Nikolai Patrouchev, assistant du président russe, a déclaré que « *la politique coloniale et pirate des anglo-saxons se poursuit* » et que ce partenariat vise à créer « *une nouvelle colonie sur le territoire d'un État en déclin* ».

L'ambassade de Russie à Londres a qualifié l'aide britannique à la création d'armes de longue portée et à l'infrastructure militaire comme une menace directe à la sécurité de Moscou. Enfin, le texte précise que les litiges entre parties ne pourront être tranchés par aucun tribunal national ou international, consolidant ainsi un rapport de force totalement déséquilibré.

En l'état, cette tentative d'accord signé par Zelensky s'apparente à une soumission ouverte de l'Ukraine aux intérêts britanniques, au détriment de toute souveraineté réelle.

Soudan.

"Des souffrances inimaginables": après 15 mois de guerre, le seuil de la famine a été dépassé au Soudan

Après près de 15 mois de guerre, le seuil de la famine a été dépassé dans le Nord-Darfour, au Soudan, a déclaré le Comité d'examen de la famine, un système de surveillance développé par des experts indépendants, dans un rapport publié ce vendredi 1er août.

"C'est la première fois en plus de 7 ans, et la troisième fois seulement depuis la création de ce système de surveillance il y a 20 ans, que le CEF arrive à cette conclusion", souligne l'Unicef, dans un communiqué publié ce vendredi. *"Nous assistons à des décès dus à la faim et à la malnutrition"*, a confirmé le Conseil de coordination des salles d'urgence du Darfour du Nord, cité par le Sudan Tribune.

"La famine frappe une partie du Soudan, infligeant des souffrances inimaginables aux enfants et aux familles déjà dévastées par les conséquences d'une guerre atroce", a déploré Catherine Russell, directrice générale de l'Unicef.

Ainsi, près de 755.000 personnes, *"vivant dans des conditions catastrophiques"*, subissent "un grave recul de la sécurité alimentaire et nutritionnelle", soulève le Comité. *"La situation reste critique dans tout le pays, où, selon les prévisions, environ 730 000 enfants souffriront cette année de malnutrition aiguë sévère (MAS), la forme de malnutrition la plus dangereuse"*, prévient l'Unicef.

Le conflit, qui a fait des dizaines de milliers de morts et forcé plus de 14 millions de personnes à fuir, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, a provoqué *"la pire crise humanitaire au monde"* selon l'ONU.

Economie.

Totalitarisme. Bitcoin : Privatisation de la monnaie par l'oligarchie.

J-C – J'ai lu quelque part qu'ils envisageraient d'autoriser la fabrication, la diffusion et la gestion de bitcoins par les GAFAM entre autres, qui viendraient concurrencer la monnaie et les banques qui sont trop nombreuses et incontrôlables. Leur idée serait que l'oligarchie détienne un pouvoir absolu sur la société et chaque transaction, sauf que l'hétérogénéité des peuples et des nations, des sociétés, du monde, s'oppose à la réalisation de cette prétention totalitaire.

Certes, si les monnaies fiduciaires existantes sont déjà privatisées, elles demeurent sous le contrôle des Etats, qu'ils usent ou non de cette faculté est une autre histoire, donc du secteur politique volatile ou aléatoire, imprévisible, pouvant éventuellement s'en servir comme moyen de chantage, par conséquent, pour remédier à cet inconvénient ou contrainte désagréable, l'oligarchie a décidé de

créer sa propre monnaie en dehors de tout moyen d'action ou contrôle politique afin de mener à bien sa stratégie politique, qui consiste à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire.

Au lieu d'assister impuissantes à l'effondrement du capitalisme ou aux menaces qui pèsent sur son hégémonie sur les autres classes avec des marges de manœuvre de plus en plus réduites, en s'emparant du nerf de la guerre, l'oligarchie financière espère pouvoir ainsi faire face à toute sorte de crises compte tenu qu'elle n'a de compte à rendre à personne ou qu'elle est la seule dépositaire de cette créature appelée bitcoin. On aura compris, que pour l'oligarchie l'opération consiste à l'arrivée à se substituer au politique ou à l'Etat peu fiable ou gênant, et à privatiser la monnaie pour en faire sa propriété exclusive ou ce que bon lui semble, ce qui fait du bitcoin un projet totalitaire.

Leur intention est-elle de le substituer aux monnaies fiduciaires, de les supprimer pour ainsi prendre le contrôle total de la société, c'est ce qui se dit, la tentation est grande sans doute, quant à la faisabilité, elle est plus incertaine ou dans un avenir tellement lointain, que d'ici là le capitalisme ou la civilisation auront déjà disparu. Je pense plutôt que ce serait un moyen de chantage efficace sur les Etats et leur économie pour les obliger à appliquer leur programme politique. Cela signifie que le combat demeure sur le plan politique qu'ils le veuillent ou non, et qu'ils n'ont pas encore gagné la lutte de classes, pire encore, si nous nous débrouillons bien sur ce plan-là, nous sommes supérieurs à eux, nos forces unies sont invincibles, nous pouvons les vaincre, c'est une question de vie ou de mort dirait un Gazaoui, n'est-ce pas ?

Offre limitée : pourquoi le prix du bitcoin a atteint un nouveau record historique ? - RT14 juil. 2025

Selon les experts, les acteurs du marché achètent massivement des cryptomonnaies pour sécuriser leur épargne dans un contexte d'incertitude croissante, alimentée par les guerres commerciales engagées par les États-Unis. Quels sont les autres facteurs qui influencent le cours du bitcoin, et combien de temps cette dynamique peut-elle se maintenir ?

En trois mois, le bitcoin a vu sa valeur multipliée par 1,5 tandis que la capitalisation totale de l'ensemble des cryptomonnaies en circulation s'est rapprochée de 2 350 milliards de dollars. Le bitcoin figure désormais parmi les six actifs les plus valorisés au monde, derrière les sociétés américaines Amazon (2 360 Mds \$), Apple (3 190 Mds \$), Microsoft (3 730 Mds \$), NVIDIA (4 030 Mds \$), et l'or (22 550 Mds \$).

La hausse brutale du bitcoin s'explique par un afflux spéculatif de capitaux sur le marché des cryptomonnaies, selon Vassili Guiria, propriétaire et directeur général de la société GIS Mining. D'après lui, ces derniers mois, les investisseurs ont accru leurs achats de bitcoins pour préserver la valeur de leur capital dans un climat d'incertitude croissante, dû aux tensions commerciales provoquées par les États-Unis.

« Les facteurs géoéconomiques, les politiques protectionnistes et les guerres tarifaires ont accru l'intérêt pour les cryptomonnaies en tant que "refuge alternatif". Dans un contexte de forte volatilité des marchés traditionnels et d'inquiétudes croissantes quant aux risques commerciaux et politiques, le bitcoin apparaît comme un instrument d'investissement prometteur et un actif de couverture efficace », explique-t-il à RT.

Selon Vassili Guiria, en plus des guerres commerciales, les investisseurs sont préoccupés par l'aggravation des tensions entre la Maison Blanche et la Réserve fédérale, qui fait office de banque centrale des États-Unis. Ces dernières semaines, Donald Trump a intensifié ses critiques envers la Fed, l'accusant de maintenir des taux d'intérêt excessivement élevés. Il est même allé jusqu'à

menacer de limoger son président, Jerome Powell, si l'institution ne procédait pas à un assouplissement de sa politique monétaire.

Selon les analystes, les marchés redoutent une perte d'indépendance de la Réserve fédérale. Par mesure de précaution, certains investisseurs se débarrassent de leurs dollars et réorientent leurs capitaux vers des actifs jugés plus fiables, y compris les cryptomonnaies.

Depuis avril, le dollar américain a reculé d'environ 7 % sur les marchés internationaux, et début juillet, son indice (DXY) face à un panier de monnaies de réserve a atteint son plus bas niveau depuis trois ans.

« La hausse record du bitcoin est directement liée aux initiatives de Donald Trump. La perte de confiance envers la monnaie fiduciaire, combinée à des anticipations inflationnistes, stimule traditionnellement la demande pour des actifs alternatifs tels que le bitcoin. Une réaction similaire avait déjà été observée lors de son premier mandat présidentiel », a expliqué à RT Fiodor Sidorov, fondateur de l'École d'investissement pratique.

De plus, souligne Vassili Guiria, les attaques répétées de Trump à l'encontre du président de la Fed renforcent les attentes d'une baisse prochaine des taux d'intérêt aux États-Unis. Si le crédit devient moins cher, cela pourrait provoquer une nouvelle vague d'investissements dans le secteur des cryptomonnaies, estime l'expert.

Le bitcoin bénéficie également du changement d'orientation de l'administration américaine, qui s'engage désormais en faveur d'une libéralisation du secteur crypto. C'est ce qu'explique Denis Astafiev, fondateur de la plateforme fintech Shares Pro.

« Ont joué un rôle important les initiatives stratégiques de création d'une réserve numérique nationale, la nomination de responsables favorables aux cryptos et la réduction de la pression réglementaire. Tout cela a permis le lancement massif des ETF Bitcoin, des fonds cotés dont les parts sont indexées sur le prix du bitcoin. Aujourd'hui, ces produits financiers continuent d'enregistrer des volumes records d'entrées de capitaux », a-t-il précisé.

Parallèlement, l'offre de bitcoins sur le marché mondial ne parvient pas à suivre la demande accrue, ce qui renforce encore la pression haussière sur le prix de l'actif, ajoute l'analyste.

« Si l'intérêt des fonds reste élevé et que la Fed baisse ses taux dans les mois à venir, le bitcoin pourrait viser les 120 000 à 128 000 dollars. Certaines prévisions parlent même de 140 000 à 150 000 dollars d'ici la fin de l'année », indique Astafiev.

A savoir.

- Balance des paiements : Il n'y a pas que les biens, il a aussi les services et revenus !

C'est ce que l'on appelle la balance des paiements que l'on représente traditionnellement par une fusée à 3 étages.

Le premier étage est effectivement composé des échanges de biens : C'est la balance commerciale.

Le second étage est, lui, composé de la balance des services. Comme son nom l'indique, il s'agit-là des échanges de services, en particulier informatique

Mais il faut encore ajouter le 3^e étage de la fusée : la balance des revenus.

En effet, les résidents de deux pays échangent également des revenus : investissements, participations, dividendes, salaires, ce sont les revenus primaires mais également transferts directs par les particuliers et entreprises, ce sont les revenus secondaires sans contrepartie.

- Aujourd'hui encore, près de la moitié du commerce international est libellé en dollars et 88% des changes impliquent le dollar qui est toujours ultra-dominant en 2025. Et si tout le monde doit travailler dur pour obtenir des dollars grâce... à un excédent vis-à-vis des États-Unis, l'Oncle Sam, lui, n'a qu'à imprimer des billets pour régler ses déficits.

C'est même pire que cela, les États-Unis sont obligés d'imprimer des quantités astronomiques de dollars pour le reste du monde qui l'utilise comme monnaie mondiale.

En effet, l'économie mondiale fonctionne avec ces dollars. Si les États-Unis n'en fournissent pas suffisamment, c'est le krach et la contagion aux États-Unis.

- Il n'y a pas un mais 2 Dollar, celui des États-Unis et celui du reste du monde. Ce ne sont évidemment pas deux vases clos mais les règles sont très différentes entre le Dollar à l'intérieur des frontières, régulé par le Fed et le Trésor et le « Dollar » extraterritorial qui évolue dans une sortie de giga Far-West monétaires où les flingues sont remplacées par les lignes de dérivés et les chapeaux de cowboys par les melons de Wall Street et de la City.

Mais ce qui était le privilège exorbitant du dollar est en train de devenir le paradoxe exorbitant.

La confiance dans la monnaie mondiale est devenue une dépendance pour les uns et les autres et sans doute le gagnant sera celui qui se sèvrera le premier... Ce qui est bien plus dur pour les États-Unis.

C'est comme si vous aviez dans votre poche une carte de crédit illimitée : vous allez vivre très très luxueusement, vous allez arrêter de travailler mais si un jour la carte arrête de fonctionner... Alors c'est la catastrophe.

C'est la situation actuelle des États-Unis qui ont 3 solutions devant eux :

- Laisser le Dollar s'éroder et préparer une transition pour laisser la place de première puissance à la Chine ou passer à un monde multipolaire sans puissance dominante d'ici une génération... Ce n'est certainement pas la voie actuelle et sans doute est-elle impossible dans la psychologie américaine super-héroïque cartoonnesque ;

- Organiser la transition vers une véritable monnaie mondiale, que ce soit un étalon-or ou un panier de monnaie type DTS du FMI. Les DTS ont déjà échoué lamentablement, peut-être une telle solution pourrait-elle venir des BRICS mais les États-Unis lui ont déjà fermé la porte. Quant à

l'étalon-or, j'ai déjà écrit que ce serait sans doute une porte de sortie audacieuse mais il est désormais évident que Trump n'a pas les équipes ni la vision pour mener une transformation aussi radicale et dangereuse, d'ailleurs, il ne semble pas s'émouvoir de mettre 39% de droits de douanes à l'importation d'or suisse, ce qui est une faute ;

- Reste alors la 3e solution : celle du mafieux qui collecte le prix de sa protection régulièrement afin de rappeler sa puissance et son emprise et s'assurer la soumission de ceux qu'il ne peut plus fédérer autrement. C'est le moment dans lequel nous sommes et qui mène à la confrontation, à la guerre.